

## AMMAR SAÂDANI :

## «Chakib Khelil président ? Mais qui a dit ça !»

**Après avoir servi de «précurseur» pour le cercle présidentiel en vue de préparer le terrain et l'opinion à l'inimaginable retour de Chakib Khelil au pays et sur la scène, c'est, encore une fois, le secrétaire général du Front de libération nationale, Ammar Saâdani, qui mettra fin à la rumeur. «On prépare Chakib Khelil pour la succession ? Mais qui le prépare ? Le poste de président est-il vacant ?»**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)**

- Ammar Saâdani répondait, ainsi, à une question, récurrente du reste, chez la vox populi depuis que l'ancien ministre de l'Energie, qui a fait l'objet d'un mandat d'arrêt international, émis par la justice algérienne et annulé depuis, pour «vice de procédure», a subitement mis fin à son exil, pour rentrer en Algérie en véritable héros national.

Sa «clownesque» tournée à travers les zaouïas du pays ne fera qu'amplifier la rumeur, consistant en un invraisemblable scénario qui voudrait présenter Khelil comme successeur désigné de et par Bouteflika. «Vous pensez que le poste de président est vacant ? Celui qui voudrait devenir président de la République, Chakib Khelil ou autre, n'a qu'à enfiler un bon survêtement et faire un long échauffement pour attendre 2019.»

Cette sortie de Ammar Saâdani, faite hier à l'occasion d'une réunion du bureau politique du FLN, au siège du parti à Hydra, a, au moins, le mérite de la clarté et celui de mettre fin aux spéculations. Abdelaziz Bouteflika qui a surpris le monde entier, en se présentant pour un quatrième mandat, en 2014, et dans les conditions que l'on sait, n'est pas du genre à céder le pouvoir, ni d'ailleurs à le partager avec quiconque, fût-il un très proche comme Chakib Khelil.

Ammar Saâdani le sait parfaitement, lui. Et il le dit à sa manière. «Personne ne peut obliger son excellence le Président Bouteflika à quitter le pouvoir. C'est le peuple qui l'a élu et le peuple sait très bien dans quelles conditions il l'a élu», lâchera-t-il, en allusion à sa maladie. «Que ceux qui doutent de la popularité du Président descendent chez le peuple pour réaliser des sondages», lancera encore celui qui doit son poste actuel au coup de force de Abdelaziz Bouteflika. «Certains tentent, par tous les moyens, de diminuer de l'aura et de l'autorité de l'institution présidentielle. Au profit de qui ?» s'interro-

gera encore Saâdani. Il enchaîne, dans son style habituel : «Ils sautillent comme des rats ! Mais nous leur dirons que, tant que nous sommes là, personne ne pourra se permettre de porter atteinte à son excellence le Président Bouteflika. Nous, au FLN, nous n'allons plus jamais nous taire», menacera-t-il encore. Enfonçant davantage le clou, il ajoutera : «Je leur dirai aussi (l'opposition, Ndlr) que personne ne pourra ébranler le Président Bouteflika car il est bien protégé et

soutenu. Oui ! Dieu, le peuple, le FLN, ainsi que tous les saints sont avec lui.» Pour clore cette question, Saâdani tranche : «Qu'ils sachent une bonne fois pour toutes que l'élection présidentielle n'est pas à l'ordre du jour.»

Par ailleurs, et inévitablement, les relations électriques entre Saâdani et son homologue du RND n'ont pas manqué de faire l'objet d'autres questions des journalistes. «Ouyahia ? Laissons-le faire son congrès et on avisera.» Fuyant visiblement la question, Saâdani évitera cette fois-ci des réponses incisives s'agissant de Ahmed Ouyahia. «Répondrez-vous à l'invitation que vous a envoyée Ouyahia pour assister au congrès du RND ce jeudi ?» fusait une autre question. Réponse de Saâdani : «Je n'ai pas vu cette



Ammar Saâdani, SG du FLN.

invitation. Peut-être qu'elle n'est pas encore arrivée (...) Lorsqu'on verra cette invitation, nous déciderons au niveau du parti.»

Autrement dit, Saâdani ne compte pas se rendre personnellement au congrès du RND.

K. A.

## CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU RND

## Ouyahia en rouleau compresseur

**Le Rassemblement national démocratique, le RND, tient, à partir d'aujourd'hui, et ce, jusqu'à samedi prochain, son congrès extraordinaire, à l'hôtel El-Aurassi à Alger. Un congrès qui intervient près d'une année après le «rappel» de Ahmed Ouyahia à la tête du parti, effectué en juin 2015, en remplacement de Abdelkader Bensalah, qui n'aura finalement régné sur le parti que le temps de préparer le quatrième mandat de Abdelaziz Bouteflika.**

Tout avait commencé, en fait, au tout début janvier 2013. A l'époque, Abdelaziz Bouteflika avait entamé un long travail souterrain pour s'imposer comme le candidat naturel du pouvoir, en dépit de l'âge, des séquelles de la maladie, celle de novembre 2005, et d'un contexte international et régional peu propice à ce genre de scénarios, à savoir la présidence à vie.

C'était encore, pour rappel, la pleine tempête qui avait secoué et charrié trois régimes arabes des plus puissants : Ben Ali, Moubarak et El Kadhafi. Le plan de Bouteflika était alors simple et efficace. Il fallait couper toutes les têtes qui émergeaient, parmi le personnel politique du pouvoir, et s'imposer ainsi, au bout, comme le candidat unique, incontournable, une sorte de choix par défaut et un refuge obligé face aux menaces extérieures et le chaos.

Cela donnera lieu à l'élimination de Ahmed Ouyahia, d'abord du gouvernement, dès le 3 septembre 2012, puis du RND, le 5 janvier 2013, suivi deux mois plus tard par l'ancien chef de gouvernement, Abdelaziz Belkhadem, éjecté à son tour de la tête du parti majoritaire, le FLN. Dans les deux cas, on a eu affaire au même scénario consistant à fomentier des «mouvements de redressement», inspirés, dirigés et appuyés par le cercle présidentiel. Depuis, les deux hommes, Belkhadem et Ouyahia, connaîtront des fortunes diverses. Si, effectivement, l'un et l'autre seront rappelés pour faire partie du directoire de campagne du candidat Abdelaziz Bouteflika en 2014, avec de hautes fonctions en prime, à savoir ministre d'Etat, conseiller du Président pour le premier et ministre d'Etat, directeur de cabinet de la présidence de la République pour le second, cela ne durera pas longtemps, pour les deux.

Sur décision de Bouteflika, Abdelaziz Belkhadem sera tout bonnement «banni» du système, tandis que Ouyahia reprend de plus belle au sommet de l'Etat. Avec sa haute fonction de directeur de cabinet de la présidence, il pèsera lourdement sur la scène davantage encore lorsqu'il sera chargé de mener les consultations nationales sur la révision de la Constitution, dès juin 2014, puis figurer dans la commission restreinte chargée de cette même révision, avant de se voir confier la mission suprême de l'annonce officielle de la nouvelle Constitution, au grand dam d'un Ammar Saâdani par exemple, qui était allé jusqu'à

dénoncer cela publiquement. C'est dire en tout cas que le retour de Ahmed Ouyahia à la tête du RND était déjà dans l'air depuis sa nomination au poste de directeur de cabinet, en février 2014. Face à lui, le mouvement de redressement du RND, celui-là même qui avait mené l'opération de sa déstabilisation en 2012-2013, ne pèse pas lourd, cette fois. Pour preuve, la célérité avec laquelle le ministre de l'Intérieur, Noureddine Bedoui, avait débouté leur requête, il y a quelques jours.

C'est donc une sorte de congrès tranquille que s'offrira Ouyahia, à partir d'aujourd'hui à l'hôtel El-Aurassi. Pour le poste de secrétaire général, il aura comme seul concurrent, l'ancien secrétaire d'Etat à la jeunesse et ancien directeur de communication de Abdelmalek Sellal, Belkacem Mellah. «Ce sera un grand congrès avec tous les standards de réussite, en matière d'organisation mais aussi de résolutions politiques, économiques et sociales», nous dira le porte-parole du parti, Seddik Chihab. «Nous dénombrons 1 600 congressistes venus des quarante-huit wilayas ainsi que de la communauté nationale à l'étranger», ajoutera-t-il.

Le congrès, qui élira le secrétaire général du parti dès aujourd'hui, devra ensuite s'atteler à l'élection du nouveau conseil national, composé de 361 membres dès demain, vendredi. Le tout sera clôturé par l'élection du bureau national et une conférence de presse du secrétaire général, samedi ou dimanche prochains.

K. A.

## SOLIDARITÉ AU MOIS DE RAMADHAN

## L'aide de l'État se bureaucratise

**A l'approche du mois de Ramadhan, les Assemblées populaires communales ainsi que les associations caritatives commencent à s'agiter pour organiser la solidarité pendant ce mois de jeûne. Cette entraide sociale, financée essentiellement sur le budget de l'Etat, se trouve cette année confrontée à l'amenuisement des ressources financières de l'Etat et l'affaiblissement de sa monnaie avec son lot d'inflation.**

Les Assemblées populaires communales (APC) ont commencé à collecter les dossiers administratifs des prétendants au couffin de Ramadhan. L'affichage dans les lieux publics, cafés, bureaux de poste, ou autres marchés de proximité est le moyen privilégié par les organisateurs de cette entraide sociale.

C'est une batterie de documents qu'on exige aux prétendants pour

être inscrits sur la liste des bénéficiaires : extrait de naissance, certificat de résidence, une copie de la carte d'identité, des photos, attestation de non-affiliation aux caisses de Sécurité sociale, une fiche de paie si le prétendant travaille, ou encore un certificat de retraite pour les retraités à faibles revenus et un certificat de célibat pour les veuves et divorcées. Les APC exigent ce dossier administratif y compris pour

les handicapés recensés au niveau des services de l'Action sociale et touchent des pensions versées par ces mêmes APC.

Financée essentiellement sur le budget de l'Etat, cette entraide sociale, mobilisant l'Etat à travers les APC, le Croissant-Rouge algérien, les scouts musulmans algériens et les associations caritatives ainsi que de milliers de bénévoles, subit de plein fouet la crise économique. L'amenuisement des ressources financières de l'Etat à cause de la chute des prix du pétrole se répercute ainsi sur ce système de solidarité, d'habitude géré de manière moins bureaucratique. L'Etat ne chicanait pas sur la quantité des aides distribuées, bien au contraire. Les officiels se prévalaient même du nombre des couffins distribués.

Le Ramadhan de l'année dernière, le gouvernement a distribué près de deux millions de packs d'une valeur globale de huit milliards de DA. La littérature officielle présente ces chiffres que d'aucuns prennent comme indicateurs de la pauvreté et de la misère dans le pays comme preuve de la générosité de l'Etat, se portant garant pour aider les couches défavorisées de la société. Ce système de solidarité a bénéficié jusqu'ici de l'embellie financière du pays. Et, beaucoup y trouvaient leur compte.

Les politiques au pouvoir l'utilisaient pour soigner leurs images, les associations caritatives majoritairement proches des milieux islamistes en profitaient pour faire le porte-à-porte en vue de conforter leurs assises populaires et les

bénévoles indécis se sucrant de la cagnotte réservée aux démunis, en amont ou en aval de l'opération, en surfacturant les achats ou en détournant les dons. Chaque année apportait son lot de malversations défrayant la chronique à travers plusieurs communes du pays.

Aujourd'hui, ce modèle de solidarité ne semble plus soutenable. L'Etat compte désormais ses sous et cela se manifeste dans la bureaucratisation de cette entraide devenue regardante sur l'identité des prétendants aux couffins et la destination des subventions. Les associations, elles, devront se tourner vers les donateurs privés pour essayer de maintenir leurs œuvres caritatives.

L. H.